



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE
GENERALEDistr.
GENERALEA/C.4/796
6 novembre 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Trentième session
QUATRIEME COMMISSION
Point 23 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS
ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Lettre datée du 5 novembre 1975, adressée au Secrétaire général par
le représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation des
Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint une note verbale qui contient certaines des observations essentielles du Gouvernement guatémaltèque sur la situation du territoire du Belize.

Vous pourrez constater, à la lecture de cette note, que le gouvernement estime que, pour ce qui est de la question du Belize, il n'appartient pas à la Quatrième Commission ni à l'Assemblée générale d'adopter une résolution ou une recommandation en matière de décolonisation, car une telle mesure serait contraire, notamment, aux dispositions de la Charte des Nations Unies, de la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et de la résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970. Malgré les réserves et les protestations du Guatemala, la Quatrième Commission a été saisie de rapports et de documents concernant le Belize, territoire qui fait partie intégrante de la République guatémaltèque et constitue un élément de son unité nationale.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la communication ci-jointe comme document officiel de l'Assemblée générale et vous prie de noter, en vue des conséquences futures, que mon gouvernement émet une réserve formelle sur la compétence de l'Assemblée générale et de la Quatrième Commission quant à l'examen de la question et la recherche d'une solution politique à un problème complexe, de nature juridique et qu'il appartient aux parties en cause de résoudre par les moyens pacifiques énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Le représentant permanent,
(Signé) Alejandro MALDONADO-AGUIRRE

ANNEXE

Note verbale datée du 5 novembre 1975, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Le représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de se référer au rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux au sujet des renseignements concernant le territoire du Belize reçus par ce Comité en application de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, malgré les réserves formelles que le Gouvernement guatémaltèque a émises à plusieurs reprises, étant donné que le Belize n'a jamais été une colonie mais un territoire occupé illégalement par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sans autre titre qu'un droit précaire d'usufruit limité aux coupes de bois dans une zone réduite, zone qui, par la suite, a été étendue illégalement, de façon qui porte atteinte à l'intégrité territoriale, géographique et économique du Guatemala et de l'Amérique centrale.

Pendant de nombreuses années, le Gouvernement guatémaltèque a recherché, à maintes reprises, par divers moyens - et, cette année, par la voie de négociations directes - un règlement pacifique de ce différend avec le Royaume-Uni. Dans le document de travail établi par le Secrétariat pour la présente session [document A/10023/Add.8 (troisième partie)], il est fait expressément mention de ces négociations au paragraphe 23, conçu comme suit :

"23. Le 21 février 1975, le communiqué commun suivant a été publié par les Ministères des affaires étrangères du Guatemala et du Royaume-Uni :

"Le Royaume-Uni et le Guatemala ont convenu de reprendre les négociations sur la question du Belize. Des entretiens préliminaires ont eu lieu cette semaine à New York entre les délégations des deux pays. Les deux parties sont convenues de rester en contact à propos de cette question."

Le Ministère des affaires étrangères du Guatemala a déclaré le 28 février qu'il avait participé à ces négociations avec la ferme intention de trouver rapidement une solution pacifique et constructive au problème, qui était plus qu'un simple différend territorial entre le Royaume-Uni et le Guatemala, et que c'était pour cette raison que des formules tenant compte d'une part des droits territoriaux du Guatemala et d'autre part des intérêts de la population du Belize, où les dirigeants locaux et certains secteurs de la population souhaitent jouir du droit à l'auto-détermination, avaient été étudiées. Ces formules tiennent compte de tous ces éléments et envisagent toutes les solutions possibles, de la rétrocession pure et simple du territoire à la saisie de la Cour internationale de Justice, en passant par un arbitrage ou de nouvelles méthodes de médiation, sans parler

/...

de propositions complémentaires d'arrangements divers avec le Belize, tels que fédération, confédération, communauté, développement commun, intégration ou liens commerciaux et culturels.

Le Gouvernement guatémaltèque a clairement et formellement fait savoir aux Nations Unies, dès leur fondation à San Francisco en 1945, à propos du Chapitre de la Charte portant sur le régime international de tutelle, et lors de toutes les autres délibérations de l'Assemblée générale qui ont créé les normes qui régissent le processus de décolonisation, que le Belize n'est pas, et n'a jamais été, une colonie qui puisse faire l'objet d'un tel processus et que si l'on prétend l'y soumettre, c'est pour essayer de porter atteinte à l'intégrité territoriale du Guatemala, ce qui est absolument incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies, établis de façon irréfutable au paragraphe 6 de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale du 14 décembre 1960. Par ailleurs, aux termes de la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale du 24 octobre 1970, tout Etat, qu'il agisse individuellement ou collectivement, doit s'abstenir de toute action visant à rompre partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un autre Etat ou d'un autre pays.

L'autodétermination a pour limite qu'elle n'autorise ni n'encourage en aucune façon des actes visant à rompre ou à diminuer totalement ou partiellement l'intégrité territoriale d'Etats souverains et indépendants.

La délégation guatémaltèque a eu connaissance officiellement du projet de résolution déposé par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et par d'autres pays, visant à ce que la Quatrième Commission tout d'abord, puis l'Assemblée générale, proclament le droit à l'indépendance du Belize, qui est un élément de notre unité nationale.

De l'avis du Gouvernement guatémaltèque, ni la Quatrième Commission, ni l'Assemblée générale, ne sont compétentes pour ce faire et ceux qui avancent cette idée pourraient entraîner l'Assemblée générale à commettre un abus du pouvoir en s'occupant d'une question qui fait l'objet de négociations entre deux parties et dont la solution comporte de complexes implications juridiques et autres, qui ne peuvent être réglées par une déclaration politique de l'Assemblée générale, laquelle, loin de donner une solution rapide, pacifique et efficace au problème, ne manquerait pas de créer un élément permanent de perturbation dans la région.

Dans ces conditions, toute résolution adoptée par l'Assemblée générale qui dépasserait les limites de sa compétence ou dans laquelle elle s'ingérerait illégalement dans le processus normal visant à résoudre la controverse territoriale par les moyens pacifiques énoncés dans la Charte ne serait ni exécutée ni respectée par le Gouvernement guatémaltèque.
